

Une expérience de comptabilité régionale et ses enseignements

Roland Jouandet-Bernadat

Volume 49, Number 1, janvier–mars 1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/802977ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/802977ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jouandet-Bernadat, R. (1973). Une expérience de comptabilité régionale et ses enseignements. *L'Actualité économique*, 49(1), 19–38.

<https://doi.org/10.7202/802977ar>

UNE EXPÉRIENCE DE COMPTABILITÉ RÉGIONALE ET SES ENSEIGNEMENTS

« A man asked about the age of a river states that it is 3,000,021 years old. Asked how he could give such accurate information, the answer was that 21 years ago the river's age was given as three million years... ».

O. Morgenstern

Le but de cet article est de rendre compte d'une expérience de constitution de comptes économiques régionaux effectuée dans le cadre de la province de Québec¹. Cette tentative s'est heurtée à de multiples difficultés qui ont été d'autant plus douloureuses qu'à l'époque où ces travaux ont été conduits, les premières estimations du ministère de l'Industrie et du Commerce (Québec) en matière d'agrégats provinciaux n'étaient pas encore disponibles. Aujourd'hui, paradoxalement, cette lacune apparaît profitable car elle permet de mieux juger nos propres estimations ainsi que les estimations du ministère de l'Industrie et du Commerce.

En matière de comptabilité économique plus qu'en toute autre matière, il convient en effet de ne pas se laisser impressionner par la fascinante précision des estimations chiffrées.

I — PRINCIPES DE RECHERCHE

L'élaboration de comptes économiques régionaux se heurte à de redoutables problèmes conceptuels qui tiennent à la nature de la région, espace non autonome étroitement intégré à l'espace national. Ceci est particulièrement vérifié dans le cas des entreprises. Certaines d'entre elles, il est vrai, peuvent être analysées d'une façon satisfaisante au niveau régional. Ainsi, les entreprises dont la totalité de la production se réalise sur place et dont le siège social se trouve dans la région ne posent pas

1. Cette étude a été effectuée dans le cadre de l'O.P.D.Q. R. Jouandet-Bernadat et Annie Bloch, *Comptes régionaux québécois. Produit et revenu. 1951-1966*, O.P.D.Q., ronéotypé, 1969, 253 pages. M. F. Poulin a été l'inspirateur et le responsable de ce travail.

TABLEAU 1

POPULATION TOTALE, PROVINCE ET RÉGIONS ADMINISTRATIVES, 1951, 1956, 1961, 1966

Régions administratives	1951		1956		1961		1966	
	Valeurs absolues	P.c.	Valeurs absolues	P.c.	Valeurs absolues	P.c.	Valeurs absolues	P.c.
01 Bas-St-Laurent — Gaspésie	215,557	5.3	241,605	5.2	246,981	4.7	239,776	4.1
02 Saguenay — Lac-St-Jean	201,113	5.0	239,728	5.2	272,689	5.2	282,126	4.9
03 Québec	722,623	17.8	792,974	17.1	855,230	16.3	907,248	15.7
04 Trois-Rivières	354,660	8.7	390,719	8.5	414,176	7.9	425,150	7.4
05 Cantons-de-l'Est	182,979	4.5	198,265	4.3	210,593	4.0	219,498	3.8
06 Montréal	2,035,177	50.2	2,373,195	51.3	2,816,010	53.5	3,217,170	55.6
07 Outaouais	166,135	4.1	186,054	4.0	206,858	3.9	224,280	3.9
08 Nord-Ouest	134,498	3.3	148,071	3.2	154,377	2.9	157,590	2.7
09 Côte-Nord et 10 Nouveau-Québec	42,939	1.1	57,767	1.2	82,297	1.6	108,007	1.9
TOTAL	4,055,681	100.0	4,628,378	100.0	5,259,211	100.0	5,780,845	100.0
Total de la province moins région de Montréal	2,020,504	49.8	2,255,183	48.7	2,443,201	46.5	2,563,675	44.4

davantage de problèmes d'analyse qu'au niveau national. Par contre, le comptable régional s'interroge sur les entreprises multirégionales dont le siège social se situe à l'extérieur de la région étudiée mais qui sont représentées régionalement par un établissement. Seules les opérations de production se réalisent effectivement dans la région. Les décisions se prennent à l'extérieur. Les opérations d'investissement, de répartition des revenus s'effectuent également à l'extérieur. La conséquence : un système complet de comptabilité économique ne peut être construit que pour certaines entreprises au niveau régional (« les entreprises régionales »). Pour les autres, on ne pourra au mieux que retracer certaines opérations de production (« les établissements régionaux »).

Des problèmes analogues se posent au niveau des activités des particuliers et des gouvernements. Ceci est surtout vrai pour les gouvernements dont la compétence est plus que régionale. Aucun système complet de comptes ne peut être dans ce cas établi. Seuls des fragments de ceux-ci peuvent être connus (salaires versés dans la région, par exemple).

Il apparaît donc avec évidence que les systèmes de comptabilité économique établis pour des ensembles clos et autonomes (les nations) ne peuvent être appliqués sans problèmes au niveau régional. En face de cette difficulté fondamentale, deux séries de solutions ont été retenues :

- appliquer au niveau régional les concepts les plus simples de la comptabilité nationale (revenu disponible, produit intérieur brut),
- élaborer un système spécialement conçu en fonction de la structure des problèmes de la région.

Les chercheurs français se sont souvent engagés dans la deuxième voie. Les chercheurs anglo-saxons ont plutôt choisi la première, moins ambitieuse mais peut-être plus facilement réalisable... Différence de tempérament...

Les estimations que nous proposons ici relativement à la province de Québec se situent dans la première perspective.

1.1) *Cadre général de l'étude*

Le cadre géographique de l'étude a été celui des dix régions administratives de la province de Québec. Celles-ci ont été choisies car elles doivent en principe fournir le cadre géographique des décisions gouvernementales. Le tableau 1 montre que ce n'est pas un cadre idéal compte tenu en particulier de la très inégale importance de ces régions. La région de Montréal occupe la part du lion. La faible taille de la « Côte-Nord—Nouveau-Québec » laisse prévoir la probabilité d'erreurs importantes sur les agrégats relatifs à cette région.

Afin de dégager des tendances, l'étude a été conduite sur une période longue (1951-1966).

Nous avons convenu d'adopter les définitions et conventions des comptes nationaux canadiens. Comme le ministère de l'Industrie et du Commerce dans ses estimations relatives au Québec a choisi la même voie, nos chiffres sont directement comparables à ceux des comptes nationaux canadiens et des comptes nationaux québécois.

Les agrégats retenus ont été : le produit intérieur brut au coût des facteurs, le revenu disponible (voir 1.2).

1.2) *Les concepts*

Les estimations réalisées impliquent le recours aux notions de produit intérieur et de revenu disponible.

1.2.1 — Les comptes nationaux opposent la notion de produit national et celle de produit intérieur.

Nous savons que le *produit national* mesure la valeur de l'ensemble des biens et services produits par des facteurs de production possédés par des Canadiens. Il inclut donc des productions étrangères issues de facteurs de production nationaux et exclut des productions canadiennes provenant de facteurs de production étrangers. Compte tenu du fait que nos estimations devaient se faire au niveau de petites régions et qu'à ce niveau les relations avec l'extérieur sont intenses, il nous a paru difficile d'utiliser cette notion. Comment déterminer pour une région administrative du Québec la part de la valeur ajoutée attribuable au capital (étranger) et au travail (fourni localement) ? Comment connaître avec un degré satisfaisant de réalisme la part des revenus mobiliers perçue dans chaque région et provenant de l'extérieur ? Qui plus est les estimations du produit régional (de même que celles du produit national) sont globales, c'est-à-dire non décontractées par industrie. L'information qu'elles fournissent est donc particulièrement pauvre. Il faut ajouter à tout cela (et c'est peut-être l'argument le plus fort) que les chiffres publiés par Statistiques Canada et qui sont la base de toute estimation correspondent plutôt à la notion de produit intérieur qu'à celle de produit régional.

Le *produit intérieur* canadien correspond à la valeur des biens et services produits à l'intérieur du Canada, que ces facteurs de production soient canadiens ou non. Lorsque ce concept est appliqué au niveau régional, les revenus issus de facteurs étrangers à la région sont inclus dans les agrégats. Les revenus provenant de facteurs possédés par les résidents mais opérant dans d'autres régions ne sont pas considérés. C'est la production physiquement réalisée dans la région.

Pour estimer cette production, nous pouvons nous placer selon les trois optiques classiques en la matière.

— L'optique du revenu : le produit intérieur est la somme des revenus des facteurs. Dans cette optique toutefois les bénéfices des sociétés

(existence de firmes multinationales) ainsi que les revenus du capital sont difficiles à estimer. Nous n'avons pas retenu cette optique, nous limitant à une étude du revenu disponible.

— L'optique de la dépense : le produit intérieur est la somme des dépenses des particuliers, entreprises, gouvernements et des exportations. Mais comment connaître les exportations ? Comment connaître les investissements ?

— L'optique du produit : le produit intérieur est la somme des valeurs ajoutées des diverses activités.

Nous avons choisi cette troisième possibilité en tenant compte en tout premier lieu des données statistiques existantes. La valeur ajoutée est, en effet, l'agrégat sur lequel les informations sont le plus facilement disponibles et le plus décontractées.

1.2.2 — Une des catégories les plus fréquemment retenues en matière de comptes régionaux est celle de revenu personnel des particuliers. Celui-ci est la somme, dans les comptes nationaux canadiens, des éléments ci-dessous :

- 1 — rémunération des salariés ;
- 2 — soldes et allocations militaires ;
- 3 — revenu net de l'agriculture ;
- 4 — revenu des entreprises individuelles non agricoles ;
- 5 — intérêt, dividendes, loyer perçus par les particuliers ;
- 6 — transferts.

Les particuliers posent moins de problèmes que les autres agents économiques régionaux. Leurs activités, la plupart du temps, sont clairement localisées. Les statistiques existent pour effectuer des estimations au moins grossières au niveau régional.

En fonction de ces considérations théoriques et statistiques, nos estimations ne se présentent pas comme un système complet de comptes pour les divers agents économiques. Ils présentent des informations relatives au *produit intérieur brut au coût des facteurs* et au *revenu personnel des particuliers*.

1.3) *Les méthodes*

a) *Détermination des agrégats provinciaux*

La première étape de notre travail a consisté à calculer les agrégats au niveau provincial dans la mesure où il n'existait pas au moment de notre étude (comme nous l'avons signalé déjà) d'estimations disponibles à ce niveau, tout au moins en ce qui concerne le produit intérieur par industrie.

Il faut toutefois noter que relativement au revenu des particuliers, des chiffres relatifs aux provinces sont directement disponibles dans les comptes nationaux canadiens. Nous les avons utilisés,

Le tableau 2 résume donc uniquement les méthodes utilisées pour estimer le produit intérieur par industrie.

Nous avons donc eu recours aux méthodes d'une précision inégale selon les secteurs. Les estimations des industries produisant des biens (agriculture mise à part) sont sans doute de meilleure qualité que les estimations relatives aux services.

Il faut noter une difficulté supplémentaire. La notion de la valeur ajoutée des comptes nationaux n'est pas la même que la notion de la valeur ajoutée qui figure dans les publications de Statistiques Canada. Par exemple, les chiffres de la valeur ajoutée qu'indique le *Survey of Production* diffèrent des chiffres de la valeur ajoutée que proposent les comptes nationaux. Ceci tient à la différence de définitions. Nous avons donc établi les *coefficients correcteurs* tels que :

$$C = \frac{\text{Valeur ajoutée de l'agrégat au Canada pour le secteur } i \text{ (selon les comptes nationaux)}}{\text{Valeur ajoutée de l'agrégat au Canada pour le secteur } i \text{ (selon la source utilisée)}}$$

TABLEAU 2

MÉTHODES RETENUES POUR ESTIMER LA VALEUR AJOUTÉE AU COÛT DES FACTEURS
POUR LES INDUSTRIES DES COMPTES NATIONAUX, PROVINCE DE QUÉBEC

Industries	Méthodes utilisées
Agriculture	Différence : production — consommation intermédiaire
Forêt	<i>Survey of Production</i> estime la valeur ajoutée
Pêche, piégeage	<i>Survey of Production</i> estime la valeur ajoutée
Mines, carrières	<i>Survey of Production</i> estime la valeur ajoutée
Fabrication	<i>Manufacturing Industries of Canada</i> estime la valeur ajoutée
Transport	Calcul de la valeur ajoutée pour 9 sous-groupes à partir d'indicateurs divers (salaires ; valeur ajoutée...)
Communications	Calcul de la valeur ajoutée par sous-groupe à partir d'indicateurs divers
Commerce de gros	Estimations fournies par le M.I.C. (Québec)
Commerce de détail	Calcul sur la base de sous-groupes à l'aide de la valeur ajoutée des recensements
Finance, assurance, immeuble	Salaires
Administration et défense publique	Salaires (recensement)

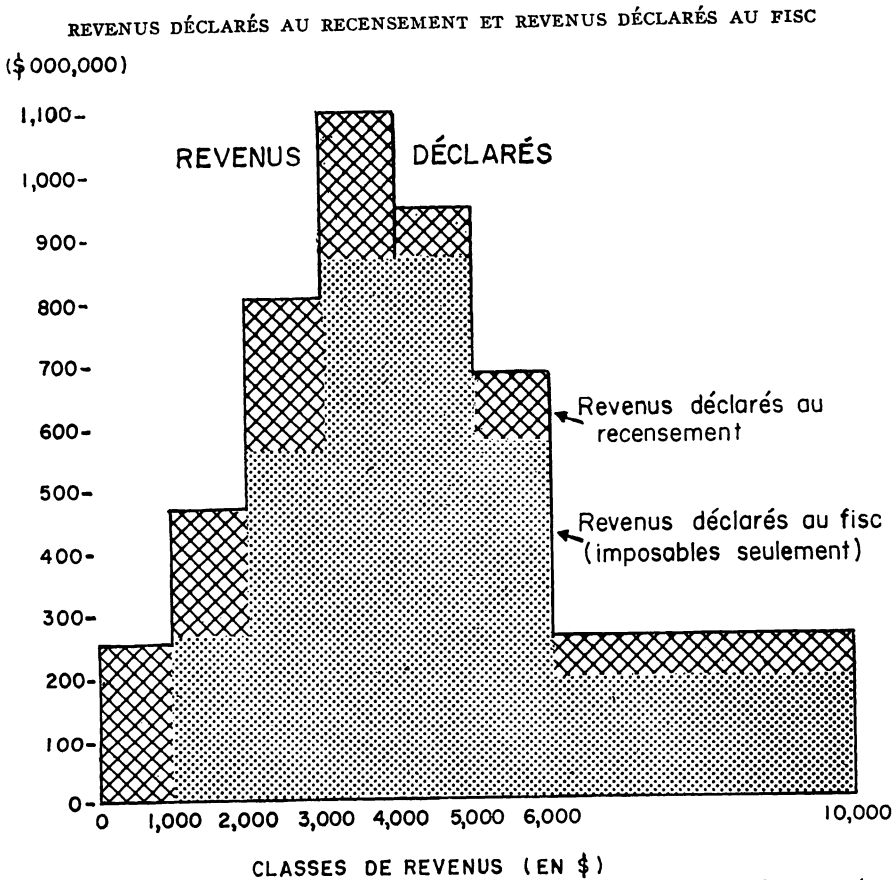
Nous avons utilisé ces coefficients correcteurs pour assurer une certaine homogénéité entre nos estimations et celles des comptes nationaux canadiens.

b) *Détermination des agrégats régionaux*

Une fois l'agrégat établi au niveau de la province avec un degré d'exactitude aussi grand que possible, le problème qui se pose est : quelle *clef de répartition* utiliser pour décontracter cet agrégat entre les 9 régions administratives ² ?

En ce qui concerne les estimations du *revenu personnel*, il est tentant de recourir aux statistiques fiscales car celles-ci sont facilement accessibles sur une base régionale. Ces statistiques ont d'ailleurs été utilisées dans

GRAPHIQUE 1



SOURCES : Statistique fiscale, 1962 et 1963, Ottawa. Recensement du Canada, 1961 (98-501) B.F.S. Ottawa.

2. Les régions 09 et 10 ont été agrégées en une seule région.

de nombreuses études surtout à l'étranger. Le graphique 1, extrait d'une étude de G. Vibien³, montre les aléas d'une telle entreprise.

Nous avons donc choisi une autre voie qui nous a amené à reconstituer les éléments du revenu personnel un à un. Les salaires et les revenus de l'entreprise agricole ont été estimés à partir des éléments regroupés lors de l'étude sur la valeur ajoutée par industrie. Les revenus des entreprises individuelles non agricoles ont été retracés selon des procédures diverses mais peu rigoureuses en général. Les intérêts, dividendes et loyers ont été calculés à l'aide des statistiques fiscales assez peu satisfaisantes.

C'est toutefois sur l'estimation du produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie qu'a porté l'essentiel de nos efforts. Le tableau 3 résume les méthodes utilisées au niveau régional.

La nature des méthodes utilisées suggère :

— Que les résultats seront plus certains dans le cas des industries produisant des biens que dans celui des industries produisant des services. Dans le premier cas, en effet, la valeur ajoutée est directement mesurable au niveau régional.

— Que les résultats sont plus solides pour les années de recensement (1951-1961) que pour les autres années.

TABLEAU 3

MÉTHODES RETENUES POUR ESTIMER LA VALEUR AJOUTÉE AU COÛT DES FACTEURS
POUR LES INDUSTRIES DES COMPTES NATIONAUX, PROVINCE DE QUÉBEC

Industries	Méthodes retenues
Agriculture	Différence : production — consommation intermédiaire
Forêt	Valeur ajoutée
Pêche, piégeage	— Pêche : produits de la pêche — Chasse : nombre de trappeurs par région
Mines, carrières	Valeur ajoutée
Fabrication	Valeur ajoutée
Construction	Indicateurs mixtes (combinant des données des salaires et d'emploi)
Transport	Indicateurs mixtes
Communications	Indicateurs mixtes
Électricité, gaz, eau	Indicateurs mixtes
Commerce de gros	Indicateurs mixtes
Commerce de détail	Volume des ventes
Finance, assurances	Méthodes mixtes
Administration et défense publique	Méthodes mixtes
Services	Indicateurs divers : salaire, emploi Indicateurs mixtes : volume des ventes

3. G. Vibien, *La répartition régionale du revenu au Québec (1961)*, C.O.E.Q., 1967, ronéotypé.

II — VALIDITÉ DES RÉSULTATS

Nous avons pu tester ces jugements à priori par l'observation des résultats obtenus par d'autres selon d'autres méthodes. Au niveau provincial, nous avons utilisé des chiffres du ministère de l'Industrie et du Commerce relatifs au produit intérieur brut par industrie ⁴. Au niveau régional, nous avons eu la chance de pouvoir retenir des calculs de revenu personnel effectués par G. Vibien, antérieurs aux nôtres et effectués dans le cadre du C.O.E.Q. ⁵

2.1) *Les estimations du produit intérieur provincial*

Le tableau 4 montre que les différences sont notables même au niveau de l'agrégat. Elles sont particulièrement élevées en ce qui concerne l'agriculture.

TABLEAU 4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS PAR INDUSTRIE,
PROVINCE DE QUÉBEC,
ESTIMATIONS O.P.D.Q. ET ESTIMATIONS M.I.C., 1951, 1961 ET 1966

Industries	1951		1961		1966	
	O.P.D.Q.	M.I.C.	O.P.D.Q.	M.I.C.	O.P.D.Q.	M.I.C.
Agriculture	100.00	109.43	100.00	128.61	100.00	134.66
Forestage	100.00	97.58	100.00	94.08	100.00	121.97
Pêche et piégeage	100.00	108.70	100.00	100.00	100.00	105.26
Mines, carrières et puits de pétrole	100.00	101.76	100.00	125.49	100.00	109.88
Fabrication	100.00	96.81	100.00	104.32	100.00	101.57
Construction	100.00	92.54	100.00	102.40	100.00	101.91
Transports, entreposage	100.00	97.14	100.00	99.11	100.00	87.41
Communications	100.00	97.88	100.00	92.62	100.00	85.14
Électricité, gaz et eau	100.00	74.10	100.00	93.99	100.00	98.45
Commerce de gros	100.00	101.06	100.00	100.00	100.00	94.89
Commerce de détail	100.00	92.97	100.00	90.96	100.00	92.53
Finances, assurances et immeubles	100.00	95.01	100.00	93.12	100.00	96.86
Administration et défense publique	100.00	100.37	100.00	80.60	100.00	94.47
Services	100.00	95.18	100.00	100.45	100.00	92.12
TOTAL	100.00	96.66	100.00	91.93	100.00	97.42

NOTE : Indice O.P.D.Q. = 100. Les estimations de l'O.P.D.Q. sont nos estimations.

4. Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968*, Québec, 1969. Des versions ultérieures de ce Cahier ont été publiées depuis 1969.

5. G. Vibien, *Répartition régionale du revenu personnel au Québec, C.O.E.Q., 1967*.

Cela provient du fait que les méthodes utilisées ont peu de chose en commun en dehors de la référence aux concepts de la comptabilité nationale canadienne. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a

TABLEAU 5
RÉPARTITION PROCENTUELLE DU REVENU PERSONNEL
PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, 1961

Régions		O.P.D.Q.	C.O.E.Q.*
01	Bas-St-Laurent — Gaspésie	2.68	2.47
02	Saguenay — Lac-St-Jean	3.94	3.47
03	Québec	13.38	12.85
04	Trois-Rivières	6.44	6.13
05	Cantons-de-l'Est	3.36	3.27
06	Montréal	63.48	64.56
07	Outaouais	3.17	3.32
08	Nord-Ouest	2.24	2.17
09-10	Côte-Nord — Nouveau-Québec	1.31	1.46
00	Province de Québec	100.00	100.00
00 moins 06	Province de Québec moins région de Montréal	36.52	35.44

* Les estimations du C.O.E.Q. sont celles de G. Vibien. Celles de l'O.P.D.Q. sont les nôtres.

TABLEAU 6
REVENU PERSONNEL PER CAPITA EN DOLLARS
PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, 1961

Régions		O.P.D.Q.	C.O.E.Q.*
01	Bas-St-Laurent — Gaspésie	100.00	92.13
02	Saguenay — Lac-St-Jean	100.00	96.86
03	Québec	100.00	95.95
04	Trois-Rivières	100.00	95.93
05	Cantons-de-l'Est	100.00	97.50
06	Montréal	100.00	101.77
07	Outaouais	100.00	105.13
08	Nord-Ouest	100.00	92.42
09-10	Côte-Nord — Nouveau-Québec	100.00	113.10
00	Province de Québec	100.00	100.00
00 moins 06	Province de Québec moins région de Montréal	100.00	96.96

* Les estimations de l'O.P.D.Q. sont les nôtres. Celles du C.O.E.Q. viennent de G. Vibien.

procédé par addition des composantes du produit (salaires, intérêt, profit, amortissements), alors que nous avons adopté des méthodes différentes d'industrie à industrie. Ces méthodes aboutissent souvent à décomposer chaque industrie en diverses sous-industries et à utiliser pour chacune de ces sous-industries une clef de répartition adaptée (voir la première partie).

Il faut par ailleurs noter que les différences observées ne sont pas extraordinairement importantes si l'on considère, par exemple, les écarts qui existent au niveau canadien entre les séries préliminaires et les séries corrigées ⁶.

Tout ceci doit inciter l'utilisateur à la prudence. La leçon ne vaut pas seulement pour nos estimations mais aussi pour les estimations de comptabilité nationale. Le plus grave est qu'il est difficile de connaître les ordres de grandeur des erreurs. Il est seulement possible de dire que pour certaines activités les estimations sont moins mauvaises que pour d'autres.

2.2) *Les estimations du revenu personnel disponible*

Les tableaux 5 et 6 confrontent nos estimations avec celles de G. Vibien. Le tableau 5 montre une certaine concordance des conclusions qui se vérifie aussi au niveau du revenu personnel par tête. Cela tient au fait que les chiffres retenus sont des agrégats qui cachent, comme nous allons le vérifier, des différences notables entre les composantes. Cela correspond aussi certainement à la nature du revenu personnel disponible au niveau régional, concept dont le sens apparaît beaucoup plus simple et clair que celui de produit intérieur et dont la mesure statistique pose par voie de conséquence beaucoup moins de problèmes. Il faut aussi noter au niveau des méthodes d'estimations pour certains postes plusieurs convergences.

Nous n'avons pas reproduit ici (tenant compte des contraintes de l'utilisation optimale de l'espace dans une revue pour laquelle l'offre d'articles dépasse la demande...) la valeur des composantes du revenu personnel. Une étude de ces composantes montre ⁷ :

— une concordance des estimations relativement à l'importance des revenus de transfert qui ne signifie pas grand-chose car les méthodes retenues sont comparables,

— une concordance entre les estimations de revenu des exploitations agricoles,

6. Ceci est vrai également pour les comptes nationaux français.

7. Sur ce point, voir « Comptes régionaux québécois... », *op. cit.*

— une concordance relative aux « revenus d'un emploi » (salaires et traitements plus revenu des entreprises individuelles non agricoles),

— des disparités inquiétantes en matière d'intérêt, dividendes et loyer.

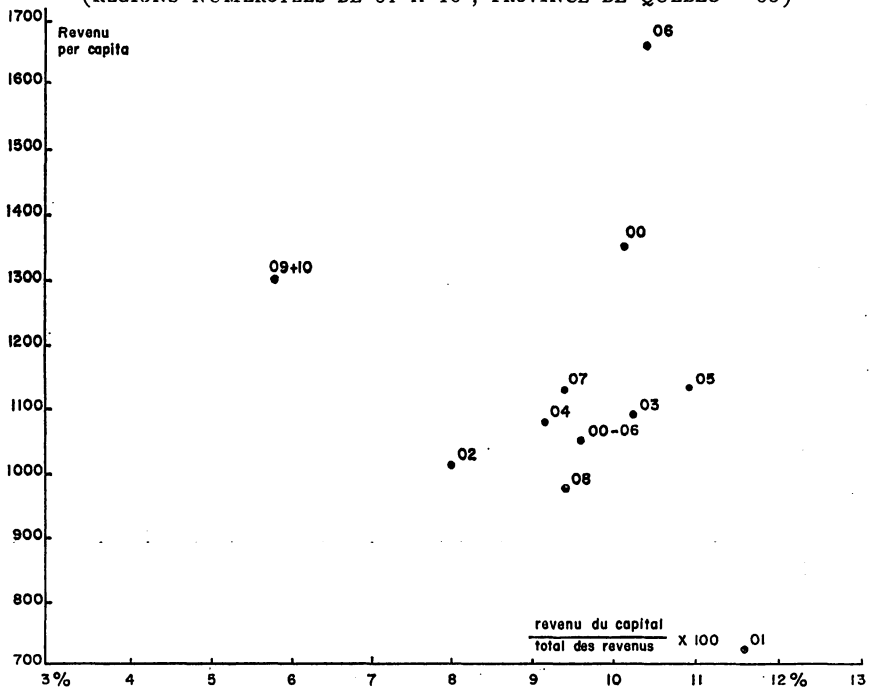
Afin de tester la validité relative de nos conclusions, nous avons représenté graphiquement l'importance de ces revenus en fonction du revenu per capita (graphique 2 et graphique 3). Les graphiques relatifs à nos calculs suggèrent l'idée que la proportion des revenus du capital croît avec le revenu per capita, ce qui est assez logique et correspond aux observations que les agrégats de la comptabilité nationale canadienne permettent de faire (graphique 4). Cette régularité ne se vérifie pas dans les estimations de G. Vibien pour lesquelles le pourcentage de revenu du capital dans le total du revenu est peu différent dans la région administrative de Montréal et dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie.

Nous y avons vu un argument en faveur de nos estimations d'autant plus significatif que nous avons pu utiliser au niveau provincial des données statistiques qui n'existaient pas lorsque G. Vibien a effectué ses calculs.

GRAPHIQUE 2

REVENU DU CAPITAL ET REVENU PER CAPITA
DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
(ESTIMATIONS C.O.E.Q., 1961)

(RÉGIONS NUMÉROTÉES DE 01 À 10 ; PROVINCE DE QUÉBEC = 00)



III — QUELQUES CONCLUSIONS

Compte tenu des réserves faites, et qu'il convient de toujours garder présentes à l'esprit, il est possible de tirer de nos estimations un certain nombre de conclusions qui sont d'intérêt pour une meilleure compréhension des problèmes économiques régionaux québécois.

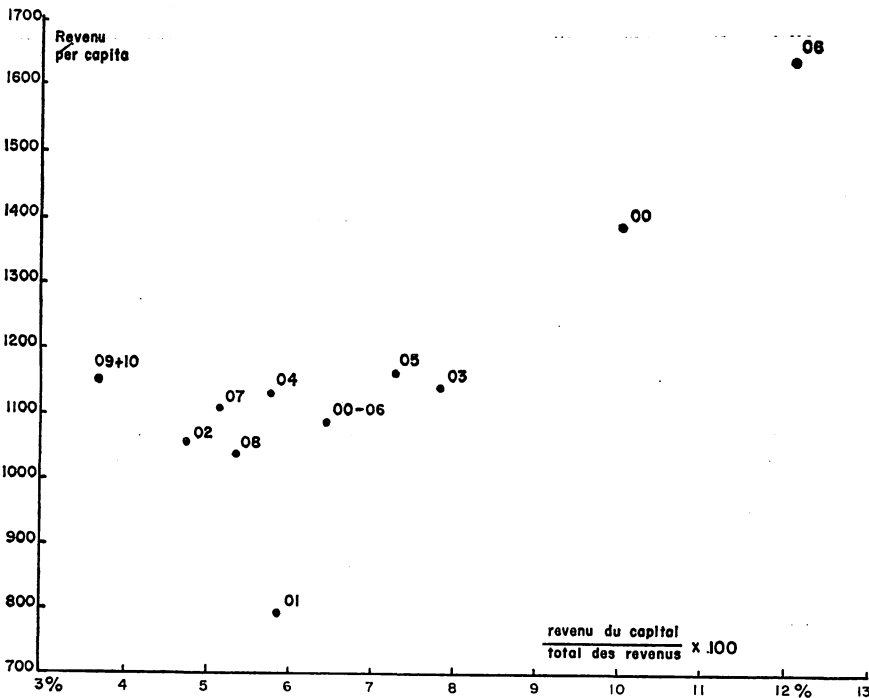
3.1) *Quid des disparités interrégionales ?*

Le tableau 7 présente la répartition du produit intérieur brut par région administrative ainsi que l'évolution entre 1951 et 1966.

Ce tableau montre l'écrasante supériorité de la région administrative de Montréal ainsi que l'accentuation avec le temps du poids de cette région. Cette accélération est sans aucun doute une des tendances « lourdes » de l'évolution économique qui se maintiendront dans l'avenir. Ceci conduit à considérer d'un œil sceptique les discussions sur les problèmes régionaux au Québec. Y a-t-il véritablement d'autres régions ayant un avenir véritable en dehors de celle de Montréal ?

GRAPHIQUE 3

REVENU DU CAPITAL ET REVENU PER CAPITA
DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
(ESTIMATIONS, O.P.D.Q., 1961)



GRAPHIQUE 4

REVENU DU CAPITAL ET REVENU PER CAPITA
DANS LES PROVINCES CANADIENNES
(D'APRÈS LA COMPTABILITÉ NATIONALE, 1956)

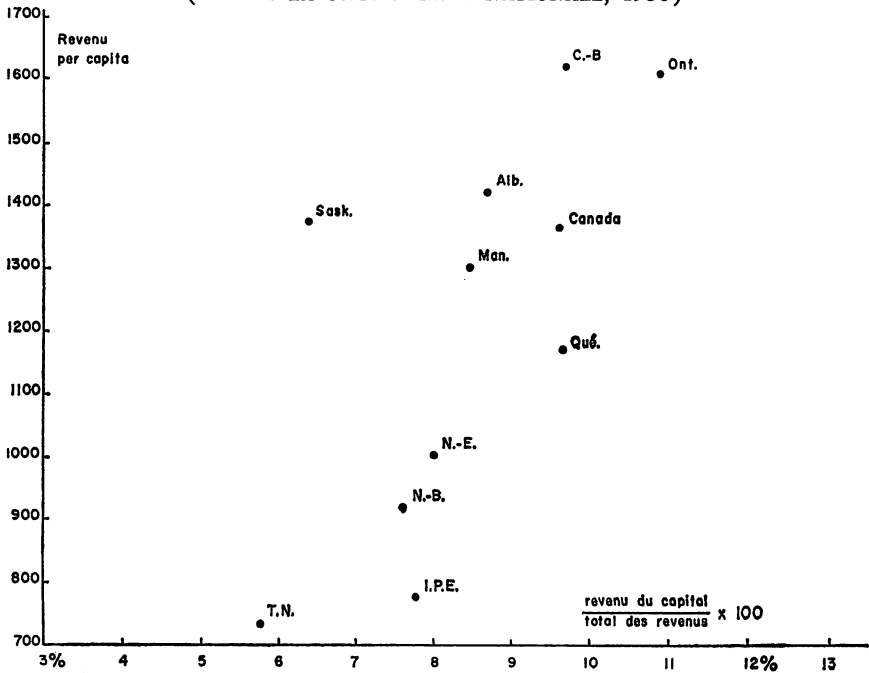


TABLEAU 7

RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS
PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

Régions	1951	1966
01 Bas-St-Laurent — Gaspésie	2.5	2.3
02 Saguenay — Lac-St-Jean	4.9	4.2
03 Québec	12.7	11.9
04 Trois-Rivières	8.3	6.1
05 Cantons-de-l'Est	4.5	3.4
06 Montréal	59.1	65.0
07 Outaouais	3.4	3.1
08 Nord-Ouest	3.7	1.9
09 Côte-Nord et		
10 Nouveau-Québec	0.9	2.1
00 Province de Québec	100.0	100.0
00 Province de Québec moins moins région de Montréal	40.9	35.0
06		

Le tableau 8 représente les disparités interrégionales de produit par tête en 1951 et 1966. Il montre que si les disparités sont considérables entre, par exemple, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et la région de Montréal, les tendances de l'évolution sont beaucoup moins nettes. Il n'y a pas de tendance précise à l'accroissement des disparités de produit entre les régions administratives. Ce diagnostic est confirmé si nous considérons les données sur le revenu par tête. L'hypothèse de stabilité des écarts en ce qui concerne le produit par tête pour les diverses régions est celle qui résume le mieux les indications tirées des comptes économiques régionaux. Cette hypothèse correspond d'ailleurs aux observations qui ont été faites au niveau des provinces canadiennes où la constance des écarts interrégionaux en ce domaine a été notée par tous les observateurs⁸.

3.2) Régions en croissance et régions en déclin

Le graphique 5 nuance ces conclusions et permet de dégager quant à l'évolution régionale les conclusions ci-dessous.

a) La région de Côte-Nord—Nouveau-Québec connaît une croissance explosive. En termes d'agrégat, ceci ne signifie pas grand-chose

TABLEAU 8

DISPARITÉS INTERRÉGIONALES DE PRODUITS PER CAPITA, 1951-1966

Régions	1951		1966	
	Dol-lars	Indices (P.Q.=100)	Dol-lars	Indices (P.Q.=100)
01 Bas-St-Laurent — Gaspésie	551	47.5	1,221	54.7
02 Saguenay — Lac-St-Jean	1,153	99.3	1,911	85.6
03 Québec	823	70.9	1,693	75.8
04 Trois-Rivières	1,099	94.7	1,852	83.0
05 Cantons-de-l'Est	1,158	99.8	1,980	88.7
06 Montréal	1,365	117.6	2,607	116.8
07 Outaouais	973	83.8	1,782	79.8
08 Nord-Ouest	1,297	118.8	1,551	69.5
09 Côte-Nord et				
10 Nouveau-Québec	970	83.7	1,544	69.2
00 Province de Québec	1,160	100.0	2,231	100.0
00 Province de Québec moins moins région de Montréal	953	82.1	1,760	78.8
06				

8. Voir : les rapports du Conseil économique du Canada et McInnis, « The Trend of Regional Income Differentials in Canada », *The Canadian Journal of Economics*, mai 1968.

GRAPHIQUE 5

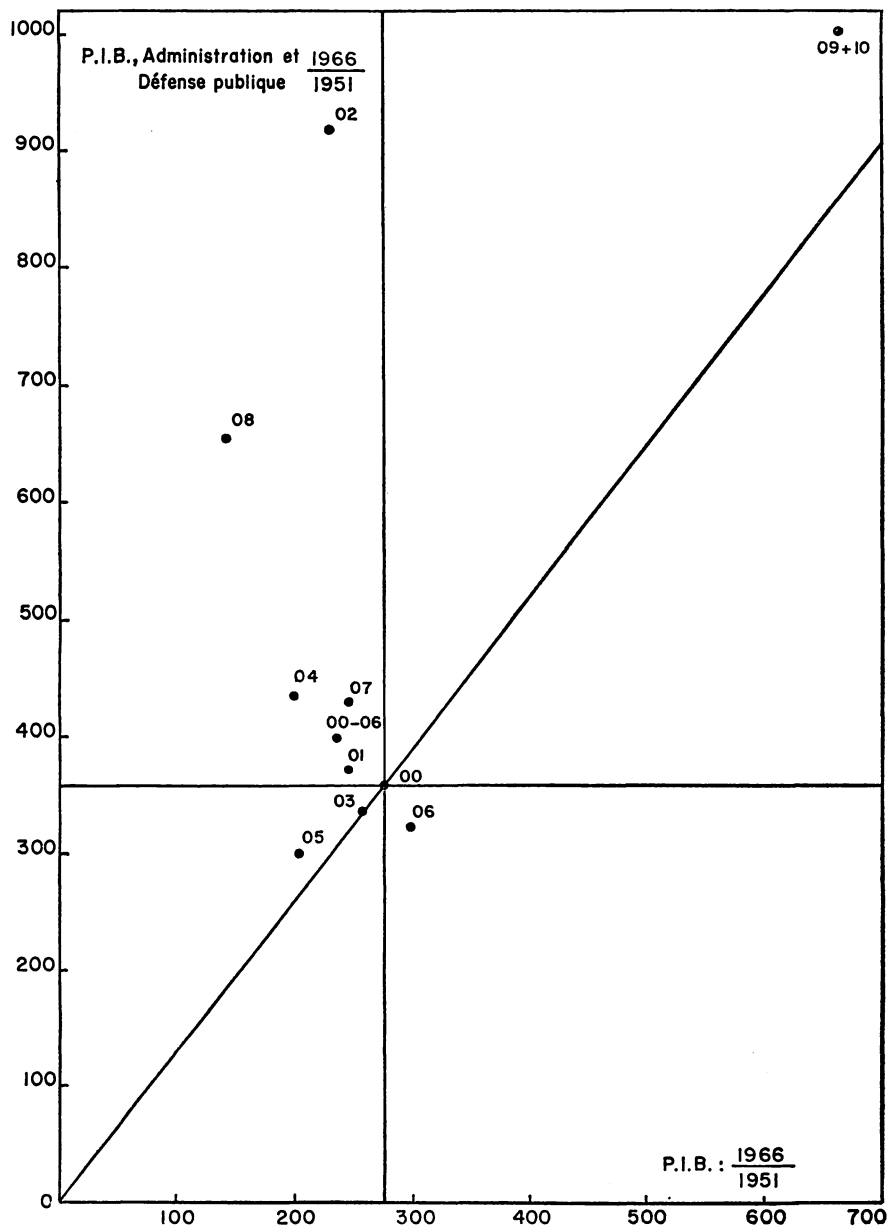
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU CÔTÉ DES FACTEURS POUR LES RÉGIONS DE
 MONTRÉAL, QUÉBEC, LA CÔTE-NORD ET LES AUTRES RÉGIONS ADMINISTRATIVES
 QUÉBÉCOISES

1951 = 100

Année	Côte-Nord Nouveau-Québec	Région de Montréal	Région de Québec	Reste de la Province
1951	100	100	100	100
1956	230	150	130	120
1961	310	190	170	140
1962	390	210	180	150
1963	420	230	190	160
1964	450	250	210	170
1965	480	270	230	180
1966	500	300	250	200

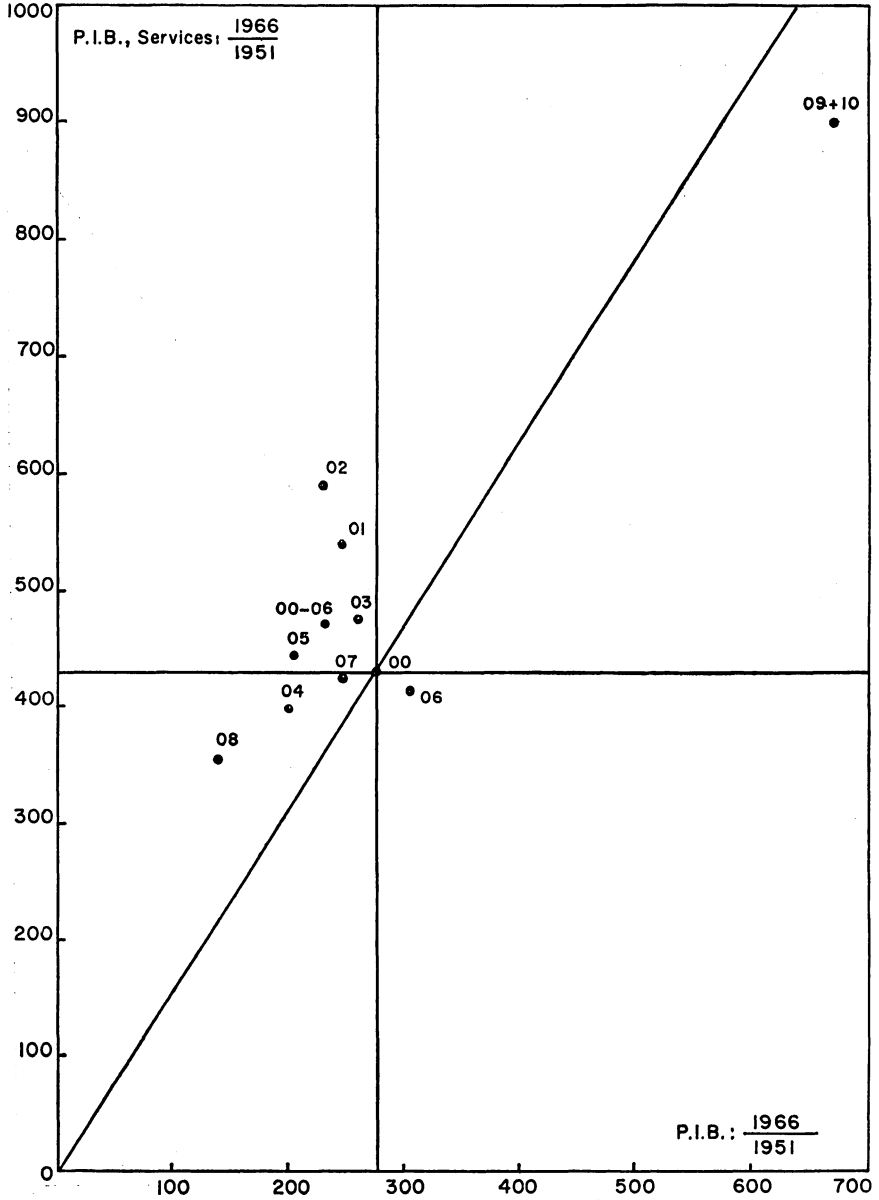
GRAPHIQUE 6

GRAPHIQUE DE CROISSANCE RELATIVE POUR LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES
1951 À 1966. ADMINISTRATION ET DÉFENSE PUBLIQUE



GRAPHIQUE 7

F. GRAPHIQUE DE CROISSANCE RELATIVE POUR LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES
1951 À 1966. SERVICES



compte tenu de la faible importance du produit intérieur brut dans cette région au début de la période.

b) La région de Montréal connaît une croissance notablement supérieure à celle des autres régions de la province.

c) La région administrative de Québec possède un indice de croissance intermédiaire entre celui de la région administrative de Montréal et celui des régions périphériques.

d) Les autres régions connaissent des évolutions comparables dans leur médiocrité. Le Nord-Ouest réalise toutefois des performances encore moins favorables que les autres régions ⁹.

3.3) *Les composantes structurelles de la croissance*

La décomposition du produit intérieur brut au coût des facteurs selon la nomenclature des Comptes Nationaux permet de tirer certaines conclusions de l'évolution 1951-1966.

Il apparaît qu'au cours de cette période le fait important soit la forte croissance d'un certain nombre d'activités tertiaires dans les régions périphériques. Ceci est vrai pour les communications, le commerce de gros, le commerce de détail, l'administration et ne l'est pas pour l'industrie « finance, assurance, immeuble » et le transport. Nous avons, pour illustrer cette évolution, utilisé la méthode des graphiques de croissance relative ¹⁰. Nous avons, à titre d'illustration de cette évolution, représenté deux de ces graphiques intéressant l'un l'administration et la défense publique (graphique 6) l'autre les services (graphique 7).

Tout ceci confirme le diagnostic pessimiste porté jusqu'ici en ce qui concerne l'avenir des régions périphériques. Si en dépit d'un rattrapage évident dans le domaine des activités tertiaires de services à la population, les régions ont connu sur la période envisagée des taux de croissance peu élevés, il semble que la médiocrité du passé doive se perpétuer et s'aggraver à moins de faits nouveaux importants dont on ne perçoit pas bien quelle pourrait être la nature.

*
* *

Telles sont quelques conclusions que permettent d'atteindre les comptes régionaux québécois. Elles ne sont qu'un échantillon illustrant les possibilités d'utilisation. Les estimations proposées s'arrêtent toutefois à l'année 1966. Des chiffres mis à jour (cette mise à jour sera possible lorsque seront connus les résultats du recensement de 1971) permettraient de

9. Pour les détails, voir *Comptes régionaux québécois, op. cit.*

10. Sur la méthode des graphiques de croissance relative, voir W. Isard, *Methods of Regional Analysis*, The M.I.T. Press, 1960, chap. VIII.

compléter le tableau que nous venons d'esquisser en fournissant une réponse à la question suivante : lorsque la situation économique est peu favorable pour le Québec dans son ensemble comme cela a été le cas au cours des cinq dernières années, la tendance au déclin des régions périphériques tend-elle à s'accroître ou à se résorber ?

Roland JOUANDET-BERNADAT,
École des Hautes Études commerciales (Montréal).